

FORUM

ÉDITORIAUX

Un gouvernement faible



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

En plus d'être désolante, la scène est révélatrice : la présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget, forcée par un petit groupe de militants de gauche d'annuler un discours et de quitter la salle. Voici un gouvernement tellement affaibli par ses propres erreurs et par la stratégie de harcèlement mise au point par ses adversaires qu'il abdique même son droit d'expression.

M^{me} Forget voulait expliquer aux membres du Cercle canadien que les partenariats public-privé n'ont rien de monstrueux, que le gouvernement n'y aura recours que si les avantages sont démontrés, que le processus sera transparent et rigoureux. Cela, non seulement les opposants du gouvernement ne veulent pas l'entendre ; ils ne veulent pas que les Québécois l'entendent, de crainte de perdre l'un de leurs plus efficaces épouvantails. C'est un élément de la stratégie des syndicats et des groupes de gauche : perpétuer un état de crise qui gonfle l'impopularité du gouvernement, et donc le paralyse.

Cette stratégie n'a pas que des motivations idéologiques. Les centrales syndicales sont en train de renégocier les conventions collectives de leurs membres. Plus le gouvernement est faible, plus elles obtiendront de lui des concessions importantes. Ce n'est pas pour rien que les syndicats appuient la grève des étudiants. Prenant le relais

pendant quelques semaines des manifestations professionnelles, cette grève contribue à l'impression — non fondée — que le Québec traverse une grave crise sociale.

Nous l'avons souvent écrit ici : les changements apportés au régime des prêts et bourses des étudiants étaient particulièrement malavisés, et le gouvernement devait les revoir. Cela dit, du point de vue de l'analyse politique, il est assez inquiétant que Québec doive céder au mouvement étudiant, mouvement qui ne jouit généralement pas d'un rapport de force très impressionnant. Il y a 15 ans, le gouvernement Bourassa avait décidé de tripler les droits de scolarité. Tripler ! Les étudiants ont déclenché la grève, il a eu quelques échauffourées qui auraient rendu malade le ministre Jean-Marc Fournier... Puis le ministre de l'Éducation du temps, Claude Ryan, a dit quelque chose comme « C'est assez, nous ne négocions pas. » Le gouvernement s'est tenu debout, et la grève s'est rapidement essoufflée. Si aujourd'hui le gouvernement Charest n'est pas assez solide pour résister à une grève d'étudiants, que fera-t-il lorsque les centrales syndicales augmenteront la pression ?

////////////////////

Au-delà de leur antipathie pour Jean Charest, les Québécois doivent se demander s'il est dans leur intérêt collectif que les syndicats aient le gros bout du bâton dans leurs négociations avec le gouvernement. S'il est dans leur intérêt aussi que les groupes dits « populaires » jouissent d'une telle influence sur le débat public, influence qui ne repose sur aucun mandat démocratique. Les libéraux de M. Charest ont bel et bien été élus ; qui a voté pour la coalition J'ai jamais voté pour ça ?